

« Au-delà du marché, les nouvelles voies de la démarchandisation »

Bernard Perret - Editions « les petits matins », Institut Veblen 2015

Mots clés associés : vie quotidienne | économie circulaire, déchets | modèles de développement, (dé)croissance | croissance | économie de marché

Résumé

Courir après la croissance du PIB dans les pays développés est suicidaire pour l'humanité compte tenu de l'impossibilité d'un découplage absolu [1] entre celle-ci, la consommation de ressources naturelles non renouvelables et la pollution des milieux. Il n'y a d'autre choix que de dire adieu à la croissance et d'explorer les voies de développement du bien être humain et social dans un contexte de très faible croissance.

23 octobre 2015

Auteurs

Lapierre Catherine

Ingénieur de l'école centrale des arts et manufactures, économiste, est membre du secrétariat d'édition de l'encyclopédie du développement durable.

Texte

Le livre de Bernard Perret est consacré à cette exploration.

*

Par démarchandisation Il entend « l'ensemble des processus qui tendent à réduire le caractère marchand de l'économie », une inversion par rapport à la tendance observée depuis des décennies, voire des siècles, marquée par l'extension quasi continue du marché, de la monétarisation de la vie sociale. Ce concept englobe la démonétarisation (production gratuite, échanges non monétaires) et la définanciarisation, mais aussi, dans un sens plus large, une régression du pouvoir de marché sur la vie économique.



Bernard Perret démontre que le ralentissement de la croissance observé dans les pays développés depuis 1960 [2] est consécutif à

un processus progressif de « démarchandisation ». La valeur créée ne se traduisant plus par la création de flux monétaires dans les mêmes proportions.

Ces fuites de flux monétaires peuvent s'observer dans le fonctionnement d'Internet où beaucoup d'innovations conduisent à la mutualisation et à la gratuité de services autrefois payants (wikipedia, musique en ligne, communication à distance, Airbnb, Uberpop,...). Cela se traduit par une régression de la sphère monétaire et explique que le flux d'innovations majeures introduit par les TIC n'ait pas entraîné les forts gains de productivité (mesurés en termes monétaires) associés précédemment aux grandes innovations systémiques. On assisterait à une inversion des effets du progrès technique qui, jusqu'au siècle passé, se traduisaient par la production « d'utilités monnayables » incorporées dans des biens matériels appropriables de plus en plus performants. Le progrès technique contribuerait dorénavant d'abord à la production d'utilités non monnayables souvent sous forme de biens communs.

Des « fuites monétaires » peuvent également s'observer dans la tendance des consommateurs à recourir au troc, à la réutilisation, à la mutualisation face à la baisse du pouvoir d'achat, ou bien dans la cannibalisation autodestructrice engendrée par l'hyper-concurrence qui induit une spirale de baisse des prix (low cost).

Dans un autre champ, l'expansion de la part des services de santé (12% du PIB en France actuellement) peu aptes aux gains de productivité est considérée comme un processus de « démarchandisation » par l'auteur dans la mesure où il contribue au ralentissement de la productivité globale.

En sens inverse on assiste à un découplage entre revenu monétaire et couverture des besoins. L'augmentation de la part des dépenses contraintes dans le budget des ménages (passant de 15% en 1959 à 33% en 2011) signifie une régression de la liberté pour un revenu donné de couvrir une diversité de besoins. L'expansion de la sphère financière spéculative mondiale qui accroît de façon exponentielle la quantité de monnaie en circulation et enrichit les super-riches ne s'accompagne pas d'un accroissement similaire des quantités de biens produits, ni a fortiori du bien être.

Bernard Perret observe également que les initiatives socio-économiques récentes pour répondre à la crise multidimensionnelles vont dans le sens de la « démarchandisation ».

C'est le cas de l'Économie sociale et solidaire dont les objectifs ne sont pas purement marchands et qui mêle dans ses ressources, revenus d'activité, travail bénévole gratuit et subventions publiques. C'est un exemple d'hybridation qui ajoute aux ressorts du marché d'autres logiques, par exemple en associant toutes les parties prenantes à la gestion.

C'est le cas des efforts vers une économie circulaire, qui contreviennent au principe de concurrence pure et parfaite théoriquement fondateur de l'efficacité du marché, dans la mesure où ils reposent sur des coopérations durables insensibles aux fluctuations des prix. En se donnant pour objectif un usage optimal des ressources, les entreprises ne fonctionnent plus exclusivement au service d'une maximisation du profit monétaire. Elles optimisent des données physiques et techniques revenant aux fondamentaux de la recherche de processus de production durables.

L'économie coopérative opère un processus de « démarchandisation », car l'échange monétaire est moindre du fait de la gratuité de l'implication des usagers via les technologies de l'information. La finance participative, les monnaies complémentaires participent également de cette hybridation introduisant dans le fonctionnement économique d'autres rationalités que celles des marchés.

Ces processus de « démarchandisation », amplifiés par les initiatives de résilience face à la crise sociale et environnementale partant souvent du local, redonnent des perspectives de revitalisation durable des territoires et permettent d'échapper à la loi d'airain de la concurrence mondiale.

L'enjeu, pour un développement social sans croissance, est d'amplifier ce mouvement de « démarchandisation ». Cela passe par la promotion d'une « conception relationnelle et immatérielle du bonheur », l'évolution vers des modes de production et de vie sobres en ressources naturelles réduisant les gaspillages, la reconquête de temps libre pour le lien social, la gestion des biens communs. Vont dans ce sens les circuits courts, le recyclage, la réutilisation et tous les progrès de l'économie circulaire, la réduction du temps de travail au profit d'un engagement citoyen mais aussi la qualité du temps au travail, la limitation des déplacements contraints, le développement des formes coopératives de production et de consommation,...

Une croissance monétaire nulle ou lente implique nécessairement une érosion des moyens financiers des pouvoirs publics. Bernard Perret propose une « action publique collaborative » qui consiste à « démonétariser une partie des services publics en mobilisant les citoyens pour les produire ». Il s'agit de relier le « public » et le « commun ». A l'exemple des sapeurs-pompiers volontaires, des bénévoles des associations œuvrant dans le domaine social et environnemental ou de l'application « dans ma rue » de la ville de Paris, les compétences des citoyens peuvent être mobilisées au service des politiques publiques. Encore faut-il que ces politiques publiques soient co-construites au moyen d'une vraie démocratie participative.

Cette mobilisation citoyenne ne peut advenir que par un changement de l'échelle des valeurs. A l'argent-roi doivent se substituer

de fortes valeurs de solidarité, d'intégrité, d'intelligence collective portées et diffusées par les institutions. La conscience des interdépendances liée à la montée prévue des risques écologiques et sociaux devrait favoriser ce changement.

Au final Bernard Perret propose un programme de « démarchandisation » avec un ensemble de mesures très concrètes : augmenter la durée de vie des biens, l'information sur les coûts complets, instituer des tarifs progressifs de l'eau et de l'électricité, faciliter l'économie collaborative, rendre possible une vie sans voiture, promouvoir les pratiques de mutualisation, instituer un service civique/collaboratif, aménager une transition travail/retraite, une écologie du temps, apprendre à négocier sur le qualitatif, des « consommacteurs » responsables, une éducation à la coopération, limiter le pouvoir évaluateur et prescripteur de la finance...

Ce livre, en esquissant un programme de progrès social sans croissance, conforte les initiatives prises dans les territoires au service du développement durable mais laisse apercevoir en même temps l'ampleur des transformations socio-politiques nécessaires pour parvenir à cet objectif.

Catherine Lapierre

Notes

[1] On observe un découplage relatif depuis quelques décennies entre les émissions de gaz à effet de serre, la consommation de ressources naturelles et le PIB dans les économies avancées, les premières évoluant moins vite que le PIB. Mais le découplage absolu, une baisse des premières alors que le PIB continuerait de croître paraît hors d'atteinte.

[2] Taux de croissance moyen du PIB par décennie depuis 1960 en France : 6,9 %, 3,7 %, 2,2 %, 1,9 %, 1,5 %, 0,7 % pour 2010-2014. Ralentissement observé également en Europe et en Allemagne.

Lire également dans l'encyclopédie

dans l'encyclopédie

* Catherine Lapierre, - note de lecture - : [*“Prosperity Without growth” Rapport de la commission du développement durable britannique*](#), N° (112) , Mars 2010.

* Catherine Lapierre, Ana Hours et Michel Mousel : [*Economie Verte, histoire et définitions*](#), N° (185) , Mars 2013.
